

Direction régionale et interdépartementale Environnement Energie - UD78

78-2020-02-11-004

Tiel
Société Valomat à ~~Carrières~~-sur-Seine
Arrêté préfectoral de mise en demeure

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île de France**

Unité départementale des Yvelines

Arrêté de mise en demeure

**Société VALOMAT
à Triel-sur-Seine**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20122048-0008 du 17 février 2012 réglementant la plate-forme de traitement de mâchefers exploitée par la société VALOMAT, Chemin des Gravieres aux Moines, Ferme des Grésillons à Triel sur Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2017 mettant en demeure la société VALOMAT, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 ;

- les prescriptions de l'article 8.1.10 de l'arrêté précité en remettant dans les conditions prévues la fiche de données environnementales aux clients et en fournissant à l'inspection des installations classées un modèle de fiches de données environnementales ;
- les prescriptions de l'article 9.4.1.1 l'arrêté précité en transmettant dans les conditions prévues les bilans trimestriels à l'inspection des installations classées et en adressant à l'inspection des installations classées les 3 derniers bilans trimestriels.
- les prescriptions de l'article 8.1.9 de l'arrêté précité en consignait dans le registre des sorties l'ensemble des renseignements énumérés dans l'article 8.1.9 ;
- les prescriptions de l'article 5.1.3 de l'arrêté précité en stockant les déchets imbrûlés sur une aire de stockage étanche et en procédant à l'évacuation du tas actuellement constitué. Une copie du bordereau de suivi des déchets devra être transmise à l'inspection des installations classées.
- les prescriptions de l'article 8.1.5 de l'arrêté précité en rétablissant une séparation systématique entre les lots périodiques de mâchefers ;
- les prescriptions de l'article 7.2.1. de l'arrêté précité en rétablissant l'intégrité de la clôture en périphérie de l'établissement et en mettant en place les actions nécessaires pour maintenir en bon état de propreté les voies de circulation ;
- les prescriptions de l'article 7.2.2. de l'arrêté précité en remettant en état le revêtement des aires de stockage des mâchefers en rétablissant l'étanchéité et la capacité de rétention sur site des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, suite à l'inspection du 28 novembre 2019, transmis à l'exploitant, par courrier en date du 27 décembre 2019, accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

Considérant que l'inspection du 28 novembre 2019, a permis de mettre en évidence qu'une non-conformité persistait concernant le respect des dispositions de l'article 4.1.1 « origine des approvisionnements en eau » de l'arrêté préfectoral du 17 février 2012. L'inspection n'a toujours pas reçu l'étude détaillant les mesures prévues pour respecter ces dispositions ;

Considérant que l'exploitant n'a émis aucune observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 2 janvier 2020 ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines :

Arrête

Article 1^{er} : La Société VALOMAT, est **mise en demeure**, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé à Triel-sur-Seine, Chemin aux Moines, de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 « origine des approvisionnements en eau » de l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 en transmettant l'étude détaillant les mesures prévues pour respecter ces dispositions ;

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://telerecours.fr>), par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à la société VALOMAT et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en est adressée à :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Saint Germain-en-Laye,
- maire de la commune de Triel-sur-Seine,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le **11 FEV. 2020**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent ROBERTI